

*Le titre de notre bulletin n'implique pas un attachement absolu à des formules du passé, pas plus qu'au «mythe syndical». En particulier, nous dénonçons les syndicats actuels bureaucratisés et qui sont, consciemment ou non, des soutiens du régime de domination de l'homme sur l'homme, plus que des moyens d'émancipation, alors que les travailleurs syndiqués, dans leur majorité, ne se rendent pas compte de la caution qu'ils apportent, par cette voie, au régime capitaliste.*

*Mais nous ne récusons pas toute forme de lutte collective et d'organisation; nous préconisons seulement le rejet de toute forme aliénante, comme lesdits syndicats dont les moyens sont presque constamment en opposition avec le but poursuivi.*

*Notre bulletin étant une tribune libre, cela a pour conséquence que des opinions divergentes s'y expriment: c'est précisément par la discussion sans orientation dogmatique préalable que nous pouvons progresser.*

## QUELLE ÉCOLE!

L'enseignement est en crise. Evidence que seuls les aveugles ne peuvent percevoir. Et la publication d'un grand nombre d'études en témoigne. Nous avons publié un extrait de l'un de ces livres "Libres enfants de Shummerhill", où nous notions: "Seuls les pédants prétendent que l'on s'instruit dans les livres".

Et cette citation nous a valu une réaction d'un vieux camarade libertaire qui nous écrit son désaccord. " C'est une erreur de ne pas croire en l'instruction des enfants et en la valeur des livres ... c'est un crime de croire que tout le monde n'a pas droit au savoir comme à tout autre chose: l'air, le soleil, etc...Ne voyons nous pas que les nations les plus riches sont les plus instruites et que même dans la famille c'est toujours l'instruction qui l'emporte...".

Nous répondrons à notre camarade que nous ne récusons pas toute forme d'instruction, ou plutôt, dirons nous, de formation des enfants. Mais nous récusons bien le savoir livresque, tel qu'il est conçu généralement dans nos écoles (quelles soient publiques ou privées). Certes, dans l'enseignement figure des éléments de savoir "objectifs", que nul ne saurait contredire. Mais ce savoir est englué dans un contexte propre à conditionner les cerveaux des élèves:

1- idées toutes faites, qu'on fait apprendre sans chercher à les contrôler, et ce dans tous les domaines, aussi bien scientifique que littéraire. Par exemple: les auteurs classiques, c'est ce qu'il y a de mieux, rien n'est plus parfait que la forme de leur expression de leur style, etc ... Tant pis si c'est emmerdant pour les élèves: ils doivent finir par le croire. Et beaucoup finissent effectivement par ne plus rien remettre en doute.

2- système de sélection: les élèves sont notés, classés en bons et mauvais, sélectionnés, répartis dans les classes "nobles" et "vulgaires" (modernes) ou enfin sur les bancs infamants (ou presque) des classes pratiques (techniques). Et l'on sait, c'est de plus en plus connu, que la répartition se fait selon l'origine sociale des enfants essentiellement.

3- enfin la discipline doit mettre bon ordre aux "fantaisies", certains diraient à la vie. Pas questions d'autonomie. Le système de pions, de colles, de mises à la porte, qu'on aurait pu croire quelque peu affaibli après mai-juin 68 reprend vigueur. Et il faut bien qu'ils soient obéissants et disciplinés, les futurs travailleurs des usines et des bureaux! Pas question de laisser se former de mauvaises habitudes.

Alors nous disons: cette école là , que certains appellent laïque, école du peuple, etc ... ce n'est pas notre école. C'EST L'ÉCOLE DE LA BOURGEOISIE. Et le savoir qu'elle dispense, même pour ceux de nous qui sont dans l'engrenage, et qui essaient d'y changer quelque chose, ce n'est pas un savoir que nous acceptons de voir autrement que comme image de la société d'injustices et de contraintes.

D'ailleurs, l'administration, du ministre aux inspecteurs, réagit contre les "relâchements de la discipline". Le Ministre Guichard envoie une circulaire "confidentielle" aux chefs d'établissements: les élèves coupables de ne pas accepter le désordre établi seront rendu à leurs familles.

Les profs qui n'acceptent pas de subir les inspections inutiles et injurieuses, avec leur rapports, leurs "notes de mérites", leur aspect policier, ceux-là sont bons pour la suspension voire l'exclusion.

On en est là en 1971. Et les syndicats d'enseignants ne réagissent pas.

Le secrétaire de la F.E.N. proclame bien que la circulaire Guichard fait montre d'un autoritarisme qu'on aurait pu croire à jamais relégué au chapitre de l'histoire de l'école d'autrefois.

MAIS LA F.E.N. N'ENTREPREND AUCUNE ACTION CONTRE CETTE CIRCULAIRE.

D'ailleurs , les inspecteurs Primaires (I.D.E.N.) sont souvent sur la même longueur d'onde que leur ministre. Témoins ces extraits d'instructions de l'un d'eux à ses instituteurs:

- la répartition mensuelle demeure une nécessité... c' est un outil et non une décoration réservée à un inspecteur tracassier et mesquin. La classe ne saurait être soumise au dillettantisme ou à l'improvisation;
- l'abandon du classement et des notes chiffrées par certains ne saurait dispenser d'établir un relevé de travail de l'enfant de façon claire précise et complète, au moins cinq fois dans l'année;
- l'usage du crayon à bille ne favorise guère la belle écriture; synonyme de maîtrise de soi;
- la maîtrise de la pensée, du geste et de la parole libère des servitudes des pulsions anarchiques; c'est selon moi, le rôle de l'éducation;
- un jeune sujet de race, sans tuteur ni greffon, est promis rapidement à l'état sauvage;
- plus que jamais, l'éducation de la volonté, le goût de l'effort et de la lutte s'impose".

Nous notons ci-dessus l'absence de réaction de la F.E.N. En fait, que traduit cette imobilisme? Pour les dirigeants enseignants majoritaires, il suffirait de "démocratiser l'enseignement", par des moyens matériels, ce qui aboutit parfois à des revendications démagogiques, notamment chez ces autres réformistes que sont les pro-communistes qui dirigent SNES et SNES-SUP. En dehors de la nationalisation et de la laïcité, pas de vision du rôle joué par l'école, rôle qui est , nous le répétons, de servir à la reproduction de la société capitaliste en place .

Ce n'est pas une laïcité, synonyme de neutralité, qui change rien à la chose. Il faut être réellement con pour ne pas se rendre compte que "être neutre", ne pas prendre position politiquement, c'est être pour le pouvoir en place. Nous ne sommes pas des laïques à cette sauce-là. Pour nous, la laïcité c'est toujours plus de liberté, plus de possibilités, pousser plus avant le renversement des vieilles idoles, des dogmes poussiéreux. Même celui du SCIENTISME fut-il marxiste ou marxolâtre ( ou anarchisant!).

Par contre, pour les tenants du Pouvoir au mains du parti, on comprend qu'ils se satisfassent d'une laïcité-neutralité qui les favoriserait s' ils accédaient aux rênes de l'état (qui serait baptisé prolétarien ou populaire ).

Et cela est vrai pour les militants du PCF (Unité et action) comme des trozkystes (FUO) qui déplorent tous "une dégradation de l'enseignement" .

Autrement dit qui regrettent le bon bourage de crane. J'exagère à peine.

Ainsi le congrès de la FEN qui se tient en ce moment n'aura aucune signification. Le débat important c' est celui entre les tenants de l'école traditionnelle et les tenants de la thèse du rôle conservateur de cette école.

A bas l'école, cela signifie: à bas l'école traditionnelle, à bas le masque "démocratisant" de la bourgeoisie, l'alibi qui donne bonne conscience.

Et cela signifie prise de conscience des duperies réformistes qu'engendra la société capitaliste pour se survivre, même quand ces réformistes se disent "de gauche", de démocratie avancée, ou de Front Unique Ouvrier.

-----

## ILS SE SONT DÉFOULÉS...

Les délégués syndicaux de Force Ouvrière ont "tenu" leur congrès, sous la houlette de leur Bergeron. Délégués parmi lesquels d'innanovibles ténors de province qui ne laisseraient pas leur place pour rien au monde de même que leur discours. Comme nos députés!...

Des délégués s'étiquetant anarchistes, trozkystes, toujours les mêmes eux aussi et qui, la révolution venue, se refuserait bien à abandonner le petit rôle dirigeant qu' ils ont quelque part en France.

Le grand chef ci-dessus nommé, est "enchanté" de ce congrès (dixit le Monde) qui le reconduit massivement dans son rôle de berger syndical on ne peut plus réformiste, négociateur, "anti-casseur".

Mais soyez tranquilles , les battus minoritaires seront contents eux aussi (nous en reparlerons); ils se sont fait entendre, ils se sont défoulés.

Il y a peu, certains de ces révolutionnaires disaient: "*A F.O. nous sommes au bout de nos possibilités!*".

Il ne semble guère qu'il y ait quelque chose de changé.

P.S.: Dans la résolution générale adoptée par le congrès de l' UD-FO de Loire atlantique, un passage nous paraît symptomatique.

*"L'absence de l'organisation centralisée de cette grève (mai juin 68) a amené son effritement et les illusions qui on en découlées . La plus grave est la remise en cause de la nécessité des organisations syndicales comme moyen nécessaire et élémentaire à la défense des intérêts ouvriers, thème favori du gauchisme.*

*Face à cette grave situation, le congrès de l'UD tient à réaffirmer hautement sa fierté d'appartenir à la confédération CGT-FO qui la première lors de son congrès confédéral , a appelé au double NON au référendum gaulliste dont le but était d'instaurer en France un régime corporatiste basé sur l'état policier, clérical et ses syndicats verticaux".*

En fait, ces syndicats verticaux n'existent-ils pas déjà? Et sans être officiellement intégrés à l'état, ne remplissent-ils pas ce rôle. Voir justement l'attitude de plus en plus collaboratrice de Bergeron, ce qui ne manque pas de nous faire sourire quand nous lisons le passage suivant:

*"Les militants soussignés s'affirment en outre résolus à défendre les conquêtes et les acquis de la classe ouvrière (droit syndical, droit d'association, de grève, liberté de presse, laïcité fondée sur la séparation de l'Eglise et de l'état,etc..) qu'ils n'entendent pas laisser sacrifier à une pseudo "démocratie économique".*

*Ils constatent que la démocratie ouvrière, qui règne au sein de la CGTFO permet, dans le respect des règles et des structures statutaires, à des courants divers d'ouvriers, de travailler en commun à la défense des intérêts ouvriers.*

*Ils prennent l'engagement de mener une lutte sans merci contre tous ceux qui, en provoquant par des formules diverses l'intégration des syndicats à l'état et au système capitaliste, agissent pour la destruction de l'indépendance syndicale, donc, en fait, pour la destruction de la Confédération Générale du Travail "Force-Ouvrière".*

Signé, entre autres, du secrétaire de l'UDFO de LOIRE ATLANTIQUE.

-----

## L'APPAREIL ET L'ANTI-CULTURE...

*Nous publions ci-après la première partie d'un chapitre du livre "Ouvriers face aux appareils" - Maspero éditeur - en recommandant vivement à tous nos camarades de lire le livre en entier.*

### **L'appareil: définitions.**

En rapprochant l'histoire du groupe jeune de l'expérience tentée à *Tourisme et Travail*, nous avons voulu faire ressortir certains de leur caractères communs.

Dans les deux cas, une équipe avait réussi à créer un milieu favorable à l'auto-formation: la liberté d'expression, la multiplicité des échanges, l'appel à toutes les initiatives, permettaient à des camarades d'émerger, comme militant et comme cadres, en choisissant leur travail, à leur gré et suivant leur aspirations.

A l'égard du groupe jeune, on a vu se former entre autres choses une volonté de ségrégation: interdiction aux camarades extérieurs à l'usine, de participer aux activités. En faisant par la suite l'acquisition d'un chalet uniquement réservé aux travailleurs d'Hispano, le CE est resté fidèle à ces principes. Mais il ne lui est pas particulier: la SNCF par exemple, a elle aussi ses chalets de montagne réservés et, comme aucun brassage n'intervient, les rapports humains restent, en vacances, à peu près ce qu'ils seraient dans le travail, c'est à dire que la hiérarchie y garde tous ses droits. A l'égard de *Tourisme et Travail*, l'appareil intervient avant tout pour remplacer les bénévoles indociles par des "techniciens", professionnels des loisirs et des permanents inconditionnels du PC. Par ailleurs les méthodes employées illustrent bien la persistance des méthodes stalinienne à une époque où le PC et la CGT cherchaient le plus à se donner des apparences démocratiques. Mais le but poursuivi est toujours le même: supprimer tout ce qui menant une existence autonome, risque de prendre les bureaucrates au dépourvu.

Nous ne pensons pas que ces deux histoires soient exceptionnelles. Tel ou tel lecteur se dira peut être: "C'est exactement ce qui se passe chez moi!". Rien d'étonnant à cela . Un de nos camarades compare l'appareil à une pieuvre, et la comparaison dit bien ce qu'elle veut dire. La centralisation est complète même si les domaines d'activités sont variés. Qu'on ait affaire à un tentacule ou à un autre, c'est toujours le même animal.

Mais depuis le temps que nous parlons de l'appareil, il serait temps de le définir. Au sens le plus étroit, c'est l'ensemble des permanents directement appointés par le P.C. Mais Annie Kriegel à qui, sur ce point on peut au moins faire confiance vu son propre passé d'apparatchik, rappelle qu'il faut y adjoindre ceux qui sont indirectement employés par le PC: fonctions d'administration dans des municipalités communistes, œuvres sociales (cantines, crèches, maison de retraite, journaux, revues, maisons d'édition, organisations de masse (syndicats, coopératives, association sportives ou de loisirs, etc...), entreprises, enfin, ou le parti a des intérêts.

Les municipalités communistes et les CE où la CGT est régulièrement majoritaire, constituent, par exemple , de véritables citadelles politiques: le personnel qu'on y embauche est soigneusement trié en fonction de son appartenance au PC et de sa docilité. Ces militants, dont le dévouement et les qualités professionnelles sont au dessus de tous reproches rendent, dans les œuvres sociales et culturelles, des services non négligeables. Mais leur obéissance aux

directives du PC est la plupart du temps inconditionnelles. Leur dépendance professionnelle leur interdit toute velléité de sortir des ornières et si, exceptionnellement, ils osent manifester quelque esprit critique, les responsables ont vite fait de les rappeler à l'ordre.

C'est en bonne partie par leur intermédiaire que le PC noyauté systématiquement toutes les activités intéressantes qui peuvent s'exercer au niveau de la commune. Le principe hiérarchique (les directives descendent d'en haut, alors que jamais une manifestation de la base ne peut influencer sur ce qui se décide au sommet) n'est jamais mis en cause. La tutelle du Parti se substitue purement et simplement, dans les CE ou les municipalités ouvrières, au pouvoir capitaliste.

Ni les travailleurs de l'entreprise, ni les habitants de la commune ne sont réellement concernés dans leur ensemble: ils ne participent pas à l'élaboration des décisions, il n'est pas question qu'ils proposent ou entreprennent quoi que ce soit. On leur demande seulement de faire confiance aux responsables qui agissent pour leur bien et leur renouveler périodiquement cette confiance sans demander de détails.

Cependant il serait encore artificiel de réduire l'appareil, tel qu'il est subi quotidiennement par les travailleurs, aux seuls permanents rétribués, directement ou indirectement. Il apparaît plutôt comme une espèce d'association de conspirateurs, engagés dans un complot permanent. C'est ainsi que nous avons écrit dans une lettre en 1966, aux adhérents de *Tourisme et Travail*, destinée à les éclairer sur les manœuvres qui venaient d'avoir lieu:

*"Il est difficile de donner une définition de l'appareil. Il représente une force occulte aux contours difficiles à déterminer, ne recoupant pas les organismes réguliers, mais au contraire passant par dessus leurs frontières. Cette mécanique est constituée de militants de confiance, capables, comme autrefois, d'obéir au doigt et à l'oeil, et au besoin, d'espionner les camarades qu'ils côtoient. Certains d'entre eux peuvent être très honnêtes, mais ils ont conservé une foi totale dans ce que disent les permanents ou autres responsables. Il est très difficile de savoir quelle est la part du calcul lucide et quelle est la part de l'ignorance et de l'inconscience chez des militants qui sont capables de se conduire comme des automates télécommandés par leur hiérarchie, même lorsqu'il s'agit de s'attaquer à leur frères de combat.*

*L'appareil intervient alors ouvertement, ou presque, chaque fois qu'une orientation décidée en haut lieu ne semble pas avoir l'adhésion de la base, ou même lorsqu'il devient nécessaire d'éliminer une minorité oppositionnelle...*

*L'exclusion, sur la foi de calomnies, de certain camarades dits pro-chinois, en province, ou l'épuration de l'UEC restent des exemples des méthodes brutales qui continuent à nuire à la vie de nos organisations".*

Ainsi compris, l'appareil se compose de tous ceux qui participent à l'action systématiquement fractionnelle de la CGT à l'intérieur des autres organisations de masse et du PC à l'intérieur de la CGT. La frontière véritable passe entre les hommes de "confiance", permanents, responsables ou simples militants, et ceux qu'on ne met pas dans la confiance (y compris certains permanents). Et l'appareil ainsi compris ignore, bien entendu, les divisions officielles (Parti, syndicat, CE, etc...).

Il n'est guère sérieux par exemple d'épiloguer sur l'indépendance relative ou non de la CGT: ce sont les mêmes militants qui sont simultanément responsables politiques et syndicaux. Systématiquement le PC s'emploie à faire adhérer les militants syndicaux qui émergent, et lorsqu'ils s'y refusent, à les remplacer aux postes de responsabilité par ses propres militants. Par ailleurs, revendications économiques et perspectives politiques sont indissociables dans la réalité des luttes, et l'appareil en tient compte... à sa façon. C'est ainsi qu'on peut lire des tracts du PC, qui mettent en avant très démagogiquement, telle ou telle revendication de détail, et des tracts de la CGT qui développent dans la pure ligne du PC des questions de politiques générales: Algérie (en son temps), VietNam ou "revenchards-allemands". La rédaction des journaux de cellules étant l'affaire de 2 ou 3 inamovibles, les réunions de cellules consistent surtout pour les militants à prédigérer les mots d'ordre descendus du sommet (ceux de la CGT plus souvent que ceux du PC) avant de les diffuser parmi les autres syndiqués. Aux réunions syndicales ils arrivent déjà solidement conditionnés, prêts à se lever à tour de rôle pour contrer le rapporteur ou accabler le contestataire qui a osé s'écarter de la sacro-sainte ligne. Et malheur à celui qui naïf ou mal informé, a fait une gaffe! La réunion de cellule suivante sera pour lui un shampoing à l'acide.

Cette confusion entre ce qui relève du parti et ce qui relève du syndicat est si constante que les militants les plus chevronnés s'y perdent eux-mêmes: en réunion syndicales, ils se croient encore dans leur cellules et commettent des lapsus qui nous ont fait parfois passer de bons moments.

Quant aux frontières réelles, occultes, elles sont mouvantes et personne sans doute n'en a une vue complète. Il serait en effet naïf de croire que chaque militant de confiance est initié aux secrets d'appareil. Chacun à l'échelon ou il se trouve ne reçoit de l'échelon supérieur que des consignes. C'est le cas de toute société hiérarchisée, mais les vieilles habitudes de conspiration et de luttes de fraction viennent encore compliquer les choses. Le pouvoir réel et le titre ne coïncide pas toujours: tel personnage, lié aux hautes sphères du Parti, n'aura pas de fonction politiques dans la section d'entreprise, mais, par exemple, un rôle administratif ou technique dans le syndicat. Seulement c'est lui qui dictera en fait les tracts de section. La dessus, on peut fort bien découvrir à l'improviste que cette éminence grise est elle-même espionnée par le balayeur. Pour le compte de qui? Le balayeur n'en sait rien, "Le Parti" lui a demandé de faire des rapports. Destinés à qui? Au Parti? Qui est le Parti? Dans cette atmosphère de délation et de surveillance mutuelle, les gens en arrivent à se méfier même de leur ombre, au point d'être capables de la repérer sur un trottoir d'une rue non éclairée à deux heures du matin par une nuit sans lune.

## **Les hommes d'appareil: sélection, promotion, fonctionnement.**

Comment un être humain apparemment normal devient-il un homme d'appareil?

Tout commence, évidemment par l'adhésion à la CGT, au PC, ou aux deux. Il s'agit rarement d'une véritable décision politique, prise après réflexion. Il suffit de se laisser racoler. Et les racoleurs, au départ ne sont pas exigeants. Dès 1961, plusieurs d'entre nous, inscrits au PC protestaient contre certains compromis.

Voyons d'abord comment les travailleurs accèdent habituellement à des postes de délégués ou à des responsabilités syndicales. Certains viennent spontanément proposer leur services mais le cas est rare. La plupart du temps, ils sont dénichés au hasard de quelque velléité combative qu'ils auront pu manifester, par des camarades d'atelier ou de bureau qui sont déjà politiquement et syndicalement engagés. Mis à part ceux qui sont passés par les Jeunesses Communistes et encore, ils n'ont pas de formation préalable pas d'idées précises sur le syndicalisme ou le socialisme et même pas forcément de conscience de classe.

Nous sommes loin des réunions de sections syndicales d'avant-guerre; les sympathisants y étaient conviés. On les incitait à s'exprimer. Quand ils demandaient à adhérer, ils savaient pourquoi ils voulaient la faire. Et le postulant devait être parrainé par un syndicaliste chevronné qui répondait de son intégrité morale et, dans une certaine mesure, de sa combativité.

Sur un autre plan, celui de l'entrée au Parti, les critères de sélection ne sont pas plus sérieux. Quand le militant est venu jeune à l'action - c'est le cas qui nous intéresse le plus - on lui a remis sa carte des JC à l'issue d'une discussion, de la fête de l'Huma, ou à l'issue de guoguettes organisées par un cercle des JC ( le style guoguettes est d'ailleurs un peu dépassé maintenant, les cercles étant passé au stade de la "boum" et de la "soirée jerk"). Le voilà aussitôt pris dans l'appareil, sans autre formation que la lecture quotidienne de l'Huma. On voit ce que ça pourra donner au mieux un brave militant capable de faire de l'activisme à l'échelle de l'atelier ou de l'entreprise, mais incapable de prendre des initiatives. Son dévouement est mis à rude épreuve. Comme il n'a pas appris lui-même à diriger ses propres activités, il risque de s'user rapidement. Certains, insuffisamment solide sur le plan humain et politique lâchent et finissent dans la représentation de frigidaire.

On ne s'occupe même pas de savoir par exemple, si l'adhérent en puissance fait des heures supplémentaires. Ce qui conduit à des situations comme celles-ci:

Dans un atelier, quelques membres du PC et militants syndicaux, anciens délégués font des heures supplémentaires. Des jeunes du même atelier, non syndiqués, protestent et menacent de débrayer: en effet ces jeunes, eux, risquent de manquer de boulot et d'être mutés dans un autre atelier. Ils entrent alors en conflit avec la maîtrise et celle-ci se régale en voyant des militants du PC se faire déconsidérer. Un délégué du personnel survient. En donnant raison à ces derniers, il aurait été obligé de désavouer les soi-disant militants qui faisaient des heures supplémentaires.

On voit ainsi l'opportunisme au niveau des adhésions conduire progressivement à l'abandon de tous les principes, y compris celui du refus des heures supplémentaires.

Même si les critères de choix étaient plus sérieux, il resterait ce vice du système: les futurs responsables ne sont pas désignés par leur camarades de travail. Ils sont aspirés par le haut. Ce sont des membres de l'appareil déjà en place qui les repèrent. Un de nos camarades en témoigne aujourd'hui:

*"J'ai milité à la CGT. Malheureusement, je n'ai pas milité parce que les gars de mon atelier sont venus me dire: "Toi, tu vas nous défendre". C'est des gars de l'extérieur qui se sont dit: "celui là ne doit pas être trop mal" et je me suis laissé embrigader. C'est comme ça que ça se passe... C'est ça qui ne va pas aussi, avec les organisations de jeunesse. Quand les partis s'occupent de la jeunesse il se disent: "Ces gens là vont voter un jour. Essayons qu'ils votent pour nous". Dans les organisations de jeunesse ils parachutent des gars qui ont une certaine expérience de la politique, pour en faire, non pas des animateurs, mais au contraire des organisateurs, ou pire, des chefs de file. Ces gens doivent conduire le troupeau vers une certaine prairie. Soi-disant qu'elle est verdoyante, mais plus on va, plus on s'aperçoit que l'herbe est rare. C'est pour ça que les partis arrivent à un certain moment à se couper de la jeunesse. Plus les jeunes avancent dans les idées qu'on essaient de leur inculquer, plus ils s'aperçoivent qu'on les trompe. Alors il ya une bonne partie du troupeau qui s'en va, disons, plus à gauche.*

*... D'accord, sauf qu'ils ne vont pas plus à gauche. Quand le PC a cassé les jeunes qui manifestaient contre la guerre d'Algérie, ils ne sont pas devenus des gauchistes.*

*Parce qu'il n'y avait pas de lieu de récupération. Maintenant il y a les groupuscules, il ya le PSU, il y a des comités".*

Que ceux qui partent deviennent des militants gauchistes, des "sans parti engagés" ou des indifférents, une chose au moins est certaine: ceux qui restent sont, en général, ceux qui se posent le moins de questions. Et c'est parmi eux que vont se recruter les responsables et les permanents de divers niveaux, théoriquement élu, en fait désignés par la hiérarchie.

Au fur et à mesure qu'ils s'élèvent dans cette hiérarchie, le tri se fait plus rigoureux. Il peut s'appuyer sur une masse de renseignements, de dossiers, de fichiers, mais le système de sélection par le haut suffirait à le rendre efficace: un cadre supporte mal d'avoir au dessus de lui des hommes plus doués, plus imaginatifs, capables de

plus d'initiatives que lui-même. Si c'est à lui de les désigner, il leur préférera des conformistes médiocres qui ne mettent pas en péril son autorité. Le facteur connerie joue à plein, imposant son nivellement. Les bureaucrates déjà en place cooptent régulièrement d'autres bureaucrates, ce qui explique la remarquable stabilité de l'appareil ou, pour mieux dire, son incapacité à se transformer pour faire place aux situations nouvelles. Au niveau des délégués, membres de commission du CE, secrétaires de syndicat ou de cellule, on trouve encore - exceptionnellement - quelques hétérodoxes, et même quelque révolutionnaires, car il faut, bon gré mal gré, tenir un peu compte des réactions de la base. Dès qu'on dépasse ces niveaux, ces anomalies disparaissent.

De leur côté les militants qui se laissent prendre dans l'engrenage en sont modifiés souvent à leur insu. Un délégué syndical qui dépasse le nombre d'heures qui lui sont accordées pour s'acquitter de sa tâche n'est déjà plus, à l'atelier, un travailleur comme les autres. Plus il s'incruste dans sa fonction, plus il s'engage dans un mode de vie qui sépare les permanents et les responsables de leur camarades et les amène à se considérer comme les représentants de l'appareil, dont ils dépendent.

Suite dans le prochain numéro.

---

## UN BUREAUCRATE ÉTONNÉ...

Mario DIDO secrétaire confédéral de la CGT italienne ( la CGIL a majorité communiste) a raconté ce qu'il a vu retour d'un voyage d'étude en URSS dans une interview donné à l'hebdomadaire "L'Espresso".

Ce qu'il a vu l'a stupéfié, il n'en revient pas. Il a bien sûr visité la fameuse usine d'automobiles construite par FIAT à TOGLIATTIGRAD. Voici ce qu'il en dit:

*"Rythme de travail, prééminence absolue à la productivité, organisation, cadences: à Togliattigrad, il est impossible de savoir si l'on se trouve dans la patrie du socialisme ou à l'usine FIAT de Turin".*

On comprend le désarroi de ce pauvre Mario. Si l'usine "socialiste" ressemble comme une soeur à l'usine capitaliste, ou donc est caché le socialisme et comment expliquer cela aux travailleurs italiens? Mais ce n'est pas le pire.

Passons sur la tristesse qui étreint le secrétaire syndical quand il reproche aux techniciens soviétiques de ne s'être informés des méthodes de gestion qu'auprès de la direction de la FIAT sans même une petite visite à la CGIL qui aurait pu donner quelques tuyaux sur le caractère inhumain du travail chez FIAT. C'est ça le nouvel internationalisme prolétarien.

Le plus dur à avaler, c'est que la direction de la FIAT affirme que maintenant la lutte des travailleurs italiens, pour améliorer leurs conditions de travail, n'est pas justifiée.

En effet de quoi se plaignent-ils? Dans l'usine socialiste, tout cela est parfaitement normal. Et comble d'horreur, le syndicat, là-bas, a pour rôle essentiel et officiel de stimuler le travail des ouvriers et à l'organiser de façon aussi efficace que possible.

Seuls s'étonneront encore ceux qui entretenaient quelques illusions sur le soi-disant socialisme, en URSS.

Les travailleurs russes, comme leurs camarades européens sont dépossédés des moyens de production. Ils vendent leur force de travail, contre un salaire, à la classe des bureaucrates, l'état, et le parti, qui possèdent réellement les moyens de production, le pouvoir a les moyens de s'y maintenir, armée, police, etc... Comme à l'Ouest, les bureaucrates du Kremlin doivent augmenter sans cesse la productivité du travail et ils viennent chercher auprès des capitalistes européens les plus dynamiques comme Fiat, des modèles d'exploitation la plus poussée.

Les rapports de production dans l'usine soviétique sont donc identiques à ceux qui existent dans n'importe quelle usine des pays de l'Ouest. Ils montrent sans équivoque possible, que les rapports de production en Russie sont des rapports capitalistes.

C'est au nom de ce soi-disant socialisme, en réalité capitalisme d'Etat, que les travailleurs russes sont durement exploités sans même bénéficier des quelques libertés arrachées par des travailleurs occidentaux à leur bourgeoisie respective.

**extrait de "Lutte de Classe" adresse postale uniquement :**

**Jean COLIN - 75 rue Saint-Antoine - PARIS 4ème.**

# UNE LOI TRAINÉE DEVANT LE TRIBUNAL...

Question préalable: A-t-on jamais vu un anarchiste poursuivi pour divulgation d'une loi ? Si oui, que signifie alors la liberté de la presse?

Car, fait sans précédent, la loi passe en jugement! "*Fais pas le Zouave*" (publication anarchiste et antimilitariste et la plus lue de la presse underground) est attaqué pour la publication de la loi 63-1255 du 21 décembre 1963, "*relative à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement*".

Ca n'est pas n'importe quelle loi, puisque obtenue à la suite d'une grève de la faim de l'anarchiste Louis Lecoin (alors âgé de 71 ans) cette loi établit le statut des *Objecteurs de Conscience* dans l'hexagone.

Nul n'est sensé ignorer la loi dit le code, pourtant le compagnon libertaire Paul Cenard, militant à la *Fédération Anarchiste* est accusé d'avoir divulgué ce texte officiel car comme le stipule l'article II du statut: "*est interdite toute propagande tendant à faire bénéficier autrui des dispositions de la présente loi*".

C'est un comble! Faire le boulot du journal officiel devient un délit! La légalité est prise en flagrant délit de contradiction. Mais le pire: c'est le ministère des Armées, co-signataire du statut parafé par M. Messmer alors ministre des Armées, qui est l'accusateur de *Fais pas le Zouave*. Est-il utile d'ajouter qu'un autre signataire à pour nom G. Pompidou (à l'époque premier ministre).

Mais ces gens ne sont peut-être pas normaux et à défaut de les enfermer peut-être méritent-ils des soins.

Ces contradictions de l'Etat n'empêchent pas que le compagnon P. Cénard, ajusteur, deux fois soldats, pour avoir compris que l'armée n'est pas le gage de notre indépendance mais la garantie de notre servitude, et comme il a mis son nom sur "*Fais pas le Zouave*" encourt 6 mois à 3 ans de prison plus 360 F à 10.000 F d'amende.

C'est sans doute au nom de leur réalisation (guerres d'Indochine, d'Algérie, du Tchad, bombes atomiques, sans compter les livraisons d'armes au monde entier) que ces gens d'Etat traquent la liberté d'opinion et bâillonnent l'information .

La presse doit comprendre dans son entier que c'est attaquer le droit à l'information que d'interdire la publication d'une loi qui permet à chaque jeune de choisir en connaissance de cause entre la vie militaire et la vie civile.

Sans cela, à quand l'interdiction du Dalloz?

**Les Amis de "*FAIS PAS LE ZOUAVE*" de La Fédération Anarchiste.**

-----

ABONNEMENTS:

Guy RAYNAL 12 rue Béchade 79 CHEF-BOUTONNE

C.C.P. 2094 49 BORDEAUX

ABONNEMENT: 6.00 F. les 10 numéros

ABONNEMENT DE SOUTIEN: 10.00 F.

-----

Le Directeur-Gérant: Jacques METIVIER St Léger-lès-Melle 79 - MELLE.

-----